

Monsieur l'Orateur, je parle tout simplement en humaniste et je ne puis concevoir que nous en soyons rendus au point où nous allons refuser d'ensemencer 22 millions d'acres en blé, surtout lorsque les deux tiers de l'humanité ne mange pas encore trois repas par jour. Je ne souhaite pas de malheurs au Canada, mais je crains beaucoup qu'un jour il soit puni sévèrement à cause de l'immobilisme de ses gouvernants.

Si le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) ainsi que les autres ministres intéressés, dont le ministre responsable de la Commission canadienne du blé (M. Lang), avaient fait leur travail au lieu d'aller se promener en touristes à travers le monde comme des «play-boys», la situation serait tout autre aujourd'hui. Ils ont fait des voyages au lieu d'essayer de vendre nos produits laitiers et notre blé. Nous avons un gouvernement de «play-boys» et nous allons payer pour cela.

Dans le même article, on peut lire ce qui suit, et je cite:

La loi interdit à 5,200 Métis affamés d'utiliser le blé que leur donnent des fermiers.

Cette situation existe à Meadow Lake, où je suis allé l'été dernier. J'ai remarqué là-bas des cultivateurs pauvres qui auraient eu besoin du blé qui pousse en tas dans les champs. Quand j'ai vu ces tas de blé, je ne voulais pas en croire mes yeux. Je me suis approché tout près pour aller constater que c'était bien vrai. Les Métis me disaient: Nous ne sommes même pas capables d'en obtenir pour nourrir notre famille. Y a-t-il quelque chose de plus scandaleux que cela, monsieur l'Orateur?

On n'est même pas capable de modifier notre système financier pour que la production puisse au moins parvenir à la bouche des citoyens de ce pays. Voilà qui est pour le moins renversant! Au lieu d'adapter notre système financier à la production, on est encore à essayer de rapetisser cette dernière à la mesure de notre système financier. Voilà où se trouve le grand mal, monsieur l'Orateur.

Les ministres, qui sont les petits valets de la finance, ne veulent pas faire face à la réalité. Le ministre de l'Agriculture (M. Olson), qui a déjà travaillé à nos côtés, connaît la nature du problème. Cependant, il est englouti dans cette masse et il ne voit rien d'autre que la protection de ce divin système financier. Il n'est pas possible, selon le gouvernement, de moderniser le système financier.

J'ai pris la parole, ce soir, pour que tout le monde connaisse la solution scandaleuse que le gouvernement propose. On nous dit que la mise en œuvre de ce programme, qui sera en vigueur pendant un an, coûtera environ 100

millions de dollars aux contribuables et touchera 188,000 cultivateurs de blé qui livrent leurs produits à la Commission canadienne du blé, agence du Gouvernement qui agit comme débouché du blé, de l'avoine et de l'orge ensemencés dans les provinces des Prairies et dans certaines régions de la Colombie-Britannique. On dépensera donc 100 millions de dollars, puisés dans les goussets des contribuables.

Je tiens à appeler l'attention de la Chambre sur le fait que les citoyens du Québec devront, eux aussi, faire les frais de la subvention projetée, en vue d'empêcher les producteurs de l'Ouest de produire. On les paie pour ne pas produire, alors que dans l'Est le système est tel qu'on «étouffe» les cultivateurs afin de leur faire quitter la terre. Voici un extrait de l'article du journal *Le Soleil*, et je cite:

Le gouvernement versera \$6 l'acre jusqu'à un maximum de \$6,000 aux cultivateurs...

... qui auront assez de courage pour ne pas ensemencer leur terre. Et à ceux qui sèmeront autre chose que du blé, on versera \$10 l'acre, jusqu'à concurrence de 10,000.

Le ministère ne se rend même pas compte du ridicule de cette mesure. Au fait, il n'a jamais su au juste où il allait.

On fait la même chose au Québec. On dit aux cultivateurs: Abandonnez la production laitière et adonnez-vous à la production de la viande et du foin. On dit la même chose aux cultivateurs de l'Ouest, de sorte que, dans deux ou trois ans, nous aurons des excédents aussi considérables que les excédents actuels de blé et de produits laitiers.

Il n'y a aucun mal, se dit-on, à détruire la production dont la divine Providence veut bien doter le Canada. Ce qu'il faut faire, ce n'est pas la brûler ni la détruire, mais continuer à produire et prendre les moyens nécessaires pour faire parvenir cette production à ceux qui ont faim.

Je crois qu'il y a assez de députés, sur 264, pour qu'on organise une table ronde, si le gouvernement daignait consulter l'opposition, en vue d'établir un programme de distribution, visant au moins à nourrir les citoyens de notre pays et aussi ceux des pays étrangers, afin que les cultivateurs puissent écouler leur production. Mais, loin de là, le gouvernement, au moyen de ce qu'il ose appeler un programme, va payer les cultivateurs pour ne pas produire.

Je répète que ce programme, à mon sens, est le pire qu'un ministre ait jamais osé présenter à la Chambre depuis de nombreuses années. A qui la faute? Aux ministres qui n'ont pas accompli leur travail.